

Questions orales

Dire qu'elle pourrait déménager aux États-Unis n'est que pure spéculation. En fait les résultats et les décisions prises par cette entreprise sont reliés à des décisions qui favoriseront les usines de fabrication ici au Canada.

M. John Manley (Ottawa-Sud): Monsieur le Président, les actionnaires d'Algo seront ravis de la confiance que leur entreprise inspire au ministre.

J'aimerais demander au ministre des Finances de bien vouloir expliquer aux Canadiens le sens des propos qu'il a tenus à l'OCDE. Je les cite de nouveau au cas où ils lui auraient échappé la dernière fois: «Il se peut fort bien que les personnes qui perdent leur emploi durant les périodes de ralentissement économique comme celle que nous traversons actuellement puissent trouver un emploi dans d'autres industries, occupations ou régions».

Le ministre des Finances, dont je viens de rappeler les propos, aurait-il l'amabilité de dire aux Canadiens de quelles industries, occupations et régions il est question, et quels programmes le gouvernement du Canada compte offrir aux travailleurs qui doivent s'adapter à une situation dont ses mesures sont responsables?

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, le député a fait allusion à la confiance des actionnaires de l'Algo. Qu'il dise donc aussi aux Canadiens que cette compagnie a toujours été rentable depuis sa fondation en 1942. Elle a enregistré des profits durant les mauvaises années, et durant les bonnes.

S'il tient absolument à parler d'articles qui ont paru dans les journaux d'aujourd'hui, pourquoi ne cite-t-il pas celui de Terence Corcoran qui dit que la récession est finie, qu'elle est morte et enterrée.

* * *

LA BASE DE GOOSE BAY

L'hon. William Rompkey (Labrador): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Défense ou à la personne qui répond à sa place aujourd'hui.

Goose Bay est une base importante du Nord depuis 1942. Elle sert toujours à nos alliés de l'OTAN et c'est le principal pivot économique des 8 000 personnes qui y habitent. Je voudrais savoir comment le gouvernement peut envisager de fermer la base de Goose Bay alors qu'il n'a absolument aucune politique de défense pour notre pays. Le gouvernement va-t-il s'engager aujourd'hui à présenter une politique de défense pour notre pays qui puisse être discutée avec les intéressés avant de décider du sort de Goose Bay ou de n'importe quelle autre base

canadienne? Pouvons-nous avoir cet engagement aujourd'hui?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, en l'absence du ministre de la Défense nationale, je suis heureux d'informer mon collègue que le ministre, à la suite de nombreuses rencontres avec les hauts fonctionnaires de la Défense, proposera très prochainement au Cabinet certains changements à apporter à notre politique de la défense pour qu'ils soient étudiés. Les États-Unis et tous nos alliés sont en train de modifier certains éléments importants de leur politique de défense à la suite des changements qui se sont produits en Union soviétique et dans l'Europe de l'Est. Tous les pays membres de l'OTAN font exactement la même chose.

Le gouvernement allemand a annoncé une réduction de quelque 180 000 hommes des forces militaires postées dans ce seul pays. En conséquence, le Canada va naturellement examiné les options qui serviront le mieux nos intérêts nationaux sans porter atteinte à nos forces armées de carrière très bien entraînées.

* * *

LA BASE DE SHILO

M. Rey Pagtakhan (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, j'adresse ma question au ministre de la Défense nationale ou au premier ministre. La base des Forces canadiennes de Shilo est une base militaire de première catégorie et le troisième employeur en importance au Manitoba. Près de 1 600 militaires et employés civils permanents y travaillent, de même que des centaines d'employés à temps partiel et à contrat.

Sachant cela, comment le gouvernement peut-il envisager de fermer cette base militaire exceptionnelle tout en prétendant faire preuve de sagesse en l'absence d'une politique nationale globale de la défense? Le ministre peut-il s'engager aujourd'hui à consulter les Manitobains avant d'étudier toute modification à la situation de la BFC de Shilo, au Manitoba?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le député de Portage—Interlake et celui de Brandon—Souris ont tous les deux fait, à maintes reprises, des interventions au nom du Manitoba, relativement à cette excellente base militaire. Le gouvernement s'apprête à examiner toutes ses dépenses à ce chapitre, à la lumière des recommandations des Forces canadiennes. Nous analysons actuellement les recommandations que des militaires spécialistes de la question ont formulées quant à leurs besoins à l'échelle du Canada et nous mènerons ultérieurement d'autres analyses à ce sujet.